



### Communiqué

## Sondage pancanadien: 8 Canadiens sur 10 appuient l'interdiction des armes d'assaut incluant 63% des propriétaires d'armes

**Montréal et Québec, 9 mars 2018** – À la veille du dépôt d'un projet de loi fédéral sur le contrôle des armes, un sondage effectué par la firme **Environics Research**<sup>1</sup> confirme que la majorité des Canadiens (81%) se disent en accord avec l'interdiction des armes d'assaut, cet appui étant majoritaire dans toutes les régions du pays y compris dans les provinces de l'Ouest (le plus bas : 72% au Sask.). Même une forte proportion (63%) de propriétaires d'armes appuient la mesure.

Le sondage démontre également que la majorité de la population appuie un contrôle plus sévère sur les ventes d'armes, qu'elles soient commerciales ou privées, avec 85% en accord avec la réinstauration des registres de ventes dans les commerces et le signalement aux autorités des transferts privés (et cet appui est de 64% chez les propriétaires d'armes).

QUESTION 1 : « La plupart des récentes tueries de masse aux États-Unis ont été commises à l'aide d'armes à feu semi-automatiques de style militaire, généralement nommées « armes d'assaut ». Ce même type d'armes est également légal au Canada. **Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec la proposition suivante: "La possession privée d'armes d'assaut semi-automatiques pour des fins récréatives devrait être interdite au Canada"?** Choisir une réponse : Tout à fait d'accord, Plutôt d'accord, Plutôt en désaccord, Tout à fait en désaccord, Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre. »

"Most of the recent mass killings in the United States have involved military-style semi-automatic firearms, typically referred to as "assault weapons". These same types of weapons are also legal in Canada. **To what extent do you agree or disagree with the following statement: "Private ownership of semi-automatic assault weapons for recreational purposes should not be legal in Canada."** Select one response: Strongly agree, Somewhat agree, Somewhat disagree, Strongly disagree, I do not know / I prefer not to answer."

« Il est clair que la grande majorité de la population est d'accord avec le fait que les armes d'assaut n'ont pas de place dans nos rues et nos communautés. Massacre après massacre témoigne de l'absurdité de permettre la possession privée d'armes semi-automatiques à caractère militaire pour des fins récréatives. En fait, les mêmes armes qui ont été utilisées dans le cadre des tueries de masse récentes aux États-Unis **sont pratiquement toutes légales ici**, » déclare **Heidi Rathjen**, témoin de la tragédie à l'École Polytechnique et **porte-parole de PolySeSouvient**. « Si la loi canadienne permet la possession privée d'armes d'assaut, c'est parce qu'elle reflète l'influence du lobby des armes et non la volonté du public. »

<sup>1</sup> Sondage **Environics**, pour le compte de PolySeSouvient, effectué en ligne du 6 au 8 mars 2018 auprès de 1510 Canadiens âgés de 18 ans plus.  
Résultats : [http://polysesouvient.ca/Documents/STATS\\_18\\_03\\_08\\_Environics\\_Poll\\_Results.pdf](http://polysesouvient.ca/Documents/STATS_18_03_08_Environics_Poll_Results.pdf); méthodologie :  
[http://polysesouvient.ca/Documents/1\\_ERG\\_Online\\_Methodology\\_n1510\\_March%202018.pdf](http://polysesouvient.ca/Documents/1_ERG_Online_Methodology_n1510_March%202018.pdf)

**Louise de Sousa**, dont la fille **Anastasia** a été assassinée au **Collège Dawson** avec une arme d'assaut (Beretta CX4 Storm), commente : « *Un projet de loi qui n'inclut pas une interdiction des armes d'assaut n'est pas sérieux. Ma fille a été assassinée avec une arme d'assaut légale, qui a fait 19 autres victimes ; même chose pour la tuerie de la soirée des élections du PQ, l'assassinat de trois policiers à Moncton, et récemment d'un policier à Abbotsford. Il faut imposer des limites raisonnables sur la puissance et l'efficacité meurtrières des armes à feu que l'on admet sur le marché. Pourquoi monsieur ou madame Tout-le-monde aurait-il besoin d'un AR-15 ? Les risques sont trop importants. Rien ne justifie l'accès légal aux armes d'assaut.*

« *Je viens de participer au Sommet sur les gangs et les armes illégales, lors duquel les spécialistes ont souligné que la majorité des armes illégales proviennent maintenant du marché légal. En d'autres mots, les armes d'assaut légales peuvent aussi être volées ou détournées vers les gangs et autres organisations criminelles, soit une raison de plus pour les interdire.* »

**Nathalie Provost**, qui a survécu à ses blessures par balles occasionnées lors de la tragédie à **Polytechnique**, renchérit : « *Le gouvernement Trudeau a été élu majoritaire sur la base d'une plateforme électorale promettant un meilleur contrôle des armes. Les Canadiens, autant que les Américains, continuent d'être ébranlés et dégoûtés par chaque nouvelle tuerie de masse commise à l'aide d'armes d'assaut. Seul le lobby des armes s'oppose à leur interdiction. Si l'imminent projet de loi fédéral n'inclut pas une interdiction des armes d'assaut, ce sera donc parce que le gouvernement Trudeau se sera rangé du côté du lobby des armes et non de l'intérêt ni de la volonté du public.* »

**Meaghan Hennegan**, qui a survécu à la tuerie au **Collège Dawson**, ajoute : « *L'arme d'assaut qui a été utilisée pour me tirer dessus est maintenant plus facile à obtenir qu'au moment de la tuerie, lorsqu'elle était classifiée comme 'restreinte' : aujourd'hui, elle est disponible en version 'non restreinte'. Cela signifie que les armes d'assaut sont devenues encore plus accessibles depuis la tuerie dans mon école. C'est totalement absurde ! Ces armes n'ont pas leur place dans les mains de citoyens privés. On ne sait jamais qui va finir par les utiliser pour tuer ; elles peuvent aussi être volées ou détournées. Il faut corriger cette aberration. Nous espérons que ce sondage poussera le ministre Goodale à interdire les armes d'assaut, de manière à protéger le public au lieu de plaire au lobby des armes comme l'a fait le gouvernement Conservateur.* »

Le **gouvernement libéral** a mandaté le **ministre de la Sécurité publique** d'agir « [pour éliminer les armes à feu et les armes d'assaut de nos rues](#) ». Malgré ce mandat, la **GRC** continue d'approuver la vente de nouvelles armes d'assaut, y compris plusieurs modèles non restreints. Lorsqu'on l'interroge sur la disponibilité des armes d'assaut, le **ministre Goodale** fait souvent référence à l'autorité politique spécifique permettant au politique de renverser les décisions de la **GRC** concernant la classification des armes – c'est-à-dire leur interprétation des critères compris dans la loi (pouvoir introduit par le **C-42** des **Conservateurs**, qui permet seulement d'aller vers moins de restrictions). Malheureusement, l'élimination de ce pouvoir, qui est une bonne chose, ne règle en rien le problème fondamental : les critères de la loi actuelle permettent la possession légale d'armes d'assaut.

### **Contrôle sur les ventes**

Une des mesures contenues dans la [plateforme électorale des Libéraux](#) en 2015 était d'exiger « des vendeurs qu'ils tiennent un inventaire de leurs armes à feu et un registre de leurs ventes afin d'aider la police dans ses enquêtes sur le trafic et autres crimes impliquant des armes. » Les anciens registres de vente, en vigueur depuis les années

70, ont été abolis sous le **gouvernement Harper** pour les armes non restreintes suite aux plaintes des groupes pro-armes peu après l'abolition du registre des armes non restreintes.

QUESTION 2 : « Aux États-Unis, la loi oblige les commerçants d'armes de tenir des registres de ventes, notamment pour assurer un minimum de contrôle sur les ventes ainsi que pour des fins d'enquêtes criminelles. Au Canada, l'ancien gouvernement Conservateur a aboli l'obligation pour les commerçants de documenter leurs ventes. **Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec la proposition suivante: "Le gouvernement canadien devrait réinstaurer l'obligation pour les commerçants d'armes de tenir des registres de ventes et exiger que les vendeurs privés signalent leurs transferts d'armes aux autorités."** Choisir une réponse : Tout à fait d'accord, Plutôt d'accord, Plutôt en désaccord, Tout à fait en désaccord, Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre. »

In the U.S., gun stores are required by law to keep sales records in order to ensure minimal controls on sales and to assist with criminal investigations. In Canada, the former Conservative government eliminated the requirement for gun stores to keep sales records. **To what extent do you agree or disagree with the following statement: "The Canadian government should reinstate the requirement for commercial gun sellers to keep records of sales and require private sellers to report gun transfers to the authorities."** Select one response: Strongly agree, Somewhat agree, Somewhat disagree, Strongly disagree, I do not know / I prefer not to answer.

Or, [plusieurs experts](#) lors du **Sommet sur la violence liée aux armes à feu et aux gangs** ont souligné l'importance du traçage des armes trouvées sur les lieux d'un crime, autant pour les enquêtes criminelles que pour prévenir des crimes. Sur ce point, le [rapport sur les armes illégales](#)<sup>2</sup> du **gouvernement de la Colombie-Britannique** explique par l'absence de ces registres l'augmentation du détournement d'armes<sup>3</sup> et recommande de réinstaurer la mesure et l'étendre aux transferts privés, sans quoi il est impossible de connaître le moment où une arme aurait été détournée (volée ou vendue illégalement).<sup>4</sup>

« *Si le gouvernement souhaite réellement aider la police dans leurs enquêtes criminelles et leurs efforts pour contrer le trafic illégal, les contrôles sur les ventes ne peuvent pas être des demi-mesures ; ils doivent tenir compte de tous les transferts d'armes, et non seulement des transferts commerciaux,* » conclut **madame Rathjen**. « *La majorité du public reconnaît que documenter les ventes est une mesure de gros bon sens.* »

- 30 -

Pour informations détaillées et entrevues:

- Heidi Rathjen (par téléphone) : 514-816-7818

Pour entrevues :

- Nathalie Provost (par téléphone) : 514-796-0142
- Louise de Sousa : 514-942-7399
- Meaghan Hennegan : [via courriel](#) ou 514-587-3404
- Kathlene Dixon : 514-299-5160

<sup>2</sup> **Illegal Firearms Task Force (Colombie-Britannique)**, *Final Report*, 2017. [https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/law-crime-and-justice/criminal-justice/police/publications/government/iftf\\_final\\_report\\_pdf.pdf](https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/law-crime-and-justice/criminal-justice/police/publications/government/iftf_final_report_pdf.pdf) ; version annotée: [http://polysesouvient.ca/Documents/RAPP\\_17\\_11\\_27\\_BC\\_Illegal\\_Firearms\\_TaskForce\\_Report\\_Highlighted.pdf](http://polysesouvient.ca/Documents/RAPP_17_11_27_BC_Illegal_Firearms_TaskForce_Report_Highlighted.pdf)

<sup>3</sup> "In Canada, there is no national legislation to require record keeping for sales of non-restricted firearms. Unlike many American states, sellers need not keep any records of sales of non-restricted firearms. Purchasers can re-sell, trade or give away a firearm without keeping records. Without sales records, crime investigators often cannot trace the ownership of crime guns ... The National Weapons Enforcement Support Team reports an increase in the number of legally purchased firearms that were diverted to the illicit market. Many have been recovered in criminal investigations." **Illegal Firearms Task Force (Colombie-Britannique)**, *Final Report*, 2017, page 59. [https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/law-crime-and-justice/criminal-justice/police/publications/government/iftf\\_final\\_report\\_pdf.pdf](https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/law-crime-and-justice/criminal-justice/police/publications/government/iftf_final_report_pdf.pdf)

<sup>4</sup> "Point-of-sale recordkeeping would help link straw purchasers and illegal firearms traffickers to crime guns. It would disrupt and deter illegal transfers by increasing the risk of detection to straw purchasers. It would align with U.S. regulations, further disrupting illegal cross-border trading of firearms. It would also close an intelligence gap and assist investigations by creating opportunities to trace firearms, identify illegal traffickers and focus strategic intelligence. A national requirement for firearms sellers to keep sales records would provide uniform and effective standards across Canada. To minimize information gaps, the requirement should include private sales and sales at gun shows or trade shows." **Illegal Firearms Task Force (Colombie-Britannique)**, *Final Report*, 2017, page 60. [https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/law-crime-and-justice/criminal-justice/police/publications/government/iftf\\_final\\_report\\_pdf.pdf](https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/law-crime-and-justice/criminal-justice/police/publications/government/iftf_final_report_pdf.pdf)